



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente...

• (Page 07)

Transport maritime

Décarboner coûtera des centaines de milliards de dollars

Des centaines de milliards de dollars seront nécessaires, d'ici à 2050, pour décarboner le transport maritime, un rouage incontournable du commerce mondial...

• (Page 08)

Togo

Recrutement du personnel non-officier dans la gendarmerie nationale

Il est porté à la connaissance des jeunes togolais des deux sexes, ...

• (Page 10)



UEMOA /Formation

Médias et enjeux de la conjoncture économique



1ère édition du Maritimafrika week

• (Page 04)

L'économie bleue au service du développement

• (Page 03)

Enchères publiques

L'OTR vend 179 véhicules ce jeudi

Ce jeudi 28 septembre 2023 à partir de 09h30min, seront vendus aux ...

• (Page 02)

USAID

Plus de 152 milliards FCFA pour les pays de l'Afrique

Les Etats-Unis d'Amérique vont débloquer plus de 152 milliards FCFA d'aide humanitaire pour plusieurs pays d'Afrique dont le Togo....

• (Pages 04)

Baromètre de Confiance Ecofin

Le top 50 toujours mené par Aliko Dangote

La première édition du Baromètre de Confiance de l'Agence Ecofin, réalisée en février dernier, avait permis de ...

• (Page 06)

Droits de l'Homme

Le ROADDH dresse le bilan de ses activités au Togo

Le projet « Un Réseau sécurisé pour l'Afrique de l'Ouest : Un Réseau Renforcé de ...

• (Page 11)

Cours des devises offert par

L'économiste du Togo

Devise	Euro	Dollar us	Yen japonais	Livre sterling	Franc suisse	Dollar canadien	Yuan chinois	Dirham Emirats Arabes Unis
Achat	655,957	617,250	4,135	750,500	674,500	455,500	84,000	167,500
Vente	655,957	624,250	4,195	757,500	680,500	462,500	85,750	170,500

Source : BCEAO

Enchères publiques

L'OTR vendra 179 véhicules ce jeudi

Ce jeudi 28 septembre 2023 à partir de 09h30min, seront vendus aux enchères 179 véhicules et épaves. Rendez-vous au Parc des véhicules de la division de la lutte contre la fraude et du trafic illicite sis à Tsevié ! L'Office togolais des recettes (OTR) poursuit sa série de ventes publiques. Après Lomé, l'institution a annoncé l'organisation de nouvelles enchères à Tsévié. Dans le détail, 179 véhicules et épaves seront mis en vente. La participation, indique le fisc, "est subordonnée au paiement d'une somme de 5.000 FCFA non-remboursable, contre une quittance sécurisée au titre d'enregistrement des adjudicataires, à la Direction des opérations douanières de Lomé Port". Du reste, cette vente se fera "au plus offrant et dernier enchérisseur".



Vente aux enchères publiques

28 septembre 2023 à 9H 30'

179 véhicules & épaves

Parc des véhicules de la Division de Lutte Contre la Fraude et des Trafics Illicites sis Tsévié

La participation à la vente est subordonnée au paiement d'une somme de cinq mille (5 000) FCFA non remboursable, contre une quittance sécurisée au titre d'enregistrement des adjudicataires, à la Direction des Opérations Douanières de Lomé Port.

Pour tout renseignement, adressez-vous à l'Etude de Me LITHOR Koamivi Atta, Commissaire-Preneur, sis à Totsi Gblinkomè, 4è Von à droite en allant vers la salle des Témoins de Jéhova, Tél : (00228) 90 02 35/ 97 23 39 57, Lomé-TOGO.



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Image du jour



Ce 27 septembre 2023, un partenariat a été signé entre l'ANVT et l'Association des Fonctionnaires Internationaux Togolais (AFIT). Objectif, promouvoir les jeunes togolais dans les organismes internationaux.

AUX DECIDEURS...

Union Africaine et G20

L'adhésion donnera à l'Afrique plus de poids sur les questions mondiales – si elle parle d'une seule voix

Après sept années de plaidoyer en faveur d'une adhésion à part entière, l'Union africaine (UA) rejoindra le Groupe des 20 « économies industrialisées et en développement les plus importantes ». Il s'agit du deuxième bloc régional à rejoindre le groupe après l'Union européenne (UE) à 27 membres.

Le G20 a été créé après la crise financière asiatique de 1999 en tant que groupe informel de ministres des Finances et de gouverneurs de banques centrales. Il est issu du G7, formé en 1975 pour faire face à une autre crise financière et économique mondiale complexe.

Depuis 2008, le G20 se réunit au niveau des chefs d'État et de gouvernement. Son programme a été élargi au-delà de la finance et de l'économie pour inclure, entre autres questions, le changement climatique, la réduction des risques de catastrophe et la santé.

Le G20 est actuellement composé de 19 États membres (dont l'Afrique du Sud) plus l'UE. Ces membres représentent collectivement environ 85 % de la production économique mondiale, plus de 75 % du commerce mondial et environ les deux tiers de la population mondiale. En revanche, les 55 États membres de l'UA ne représentent qu'environ 3 % de la production économique mondiale, mais représentent une population de 1,4 milliard d'habitants.

Sur la base de mes recherches sur l'UA et de mon expérience en tant que conseiller auprès de la Commission de l'Union africaine (le secrétariat de l'UA) pendant 18 ans, mon point de vue est que l'adhésion au G20 est un complément important aux partenariats stratégiques multilatéraux et bilatéraux existants de l'Union.

L'UA espère utiliser son adhésion au G20 pour donner aux États membres une plus grande voix sur les questions mondiales clés et pour apporter une contribution plus forte à la renégociation en cours de l'ordre mondial. Mais un défi majeur sera de trouver une manière structurée de parvenir à des positions africaines communes et de parler au nom des États membres.

Dans un nombre limité de domaines politiques, l'UA a réussi à élaborer ce qu'elle appelle des « positions communes ». Celles-ci ont été créées et légitimées de différentes manières et ont un effet juridiquement contraignant pour l'essentiel diffus sur les États membres.

La Commission de l'Union africaine a besoin d'une définition claire de ce que sont les « positions communes » et de la manière dont elles peuvent être mises en œuvre politiquement et juridiquement domestiquées par les États membres.

Pour développer des positions plus communes, les 55 États membres de l'UA devraient déléguer davantage de souveraineté étatique à l'union. Il y a quelques leçons à tirer de l'expérience de l'UE. L'UE a élaboré plus de 300 positions communes. Celles-ci ont été adoptées par le Conseil de l'UE et approuvées par le Parlement européen. Dans ces cas-là, les États membres de l'Union ont cédé leur véritable souveraineté à la Commission européenne.

L'adhésion au G20 représente une grande opportunité. Mais les efforts de l'Afrique pour parler d'une seule voix doivent être renforcés. Et des processus de coordination doivent être créés, entre autres, au niveau des ministres des Finances et des gouverneurs des banques centrales. Cela garantira que l'UA tire parti de son appartenance à une plateforme mondiale de négociation et de prise de décision.

Midas Tigossou

Le Togo en chiffres			
Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km²	21,7 km²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

UEMOA / Formation

Médias et enjeux de la conjoncture économique

« Les enjeux de la conjoncture économique dans l'UEMOA » étaient au menu d'un atelier de formation des journalistes de l'espace communautaire, à Saly (Sénégal) du 18 au 22 septembre 2023.

• Joël Yanclo

« Cette formation vient à point nommé, pour vous permettre de sortir de l'opacité et d'aborder avec sérénité et clairvoyance, l'analyse des données micro, méso, et macro économiques sur l'Union et bien plus. Pour vonismes, parfois complexes, du champ économique et financier. C'est un atout indéniable en cette période de foisonnement d'informations tout azimut. Vous êtes désormais mieux outillés pour chercher et trouver la bonne information sur la grande famille UEMOA et sur les différents chantiers communautaires mis en œuvre depuis 1994, afin d'informer et de sensibiliser les populations de notre Union, sur la bonne marche du processus d'intégration régionale », déclare Aïssa Kabo, Représentante Résidente de la Commission



de l'UEMOA au Sénégal, au terme des cinq jours de formation conduite de mains de maître par le professeur Seydi Ababacar Dieng, enseignant-chercheur, maître de conférences à la Faculté de Sciences économiques et de Gestion (FASEG) de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, le tout, ponctué par des interventions et éclairages de Kha-

lidou Thiaw, directeur de la prévision et des études économiques au Département des politiques économiques et de la fiscalité intérieure de la Commission de l'UEMOA. Des thématiques telles que « comptabilité nationale, épargne et investissement, inflation et chômage » ; « monnaie et financement de l'économie, analyse économique de la balance

des paiements » ; « balance des paiements et financement de l'économie dans l'UEMOA » et des exercices appliqués sur l'exploitation des tableaux et graphiques ont meublé les cinq jours de formation, d'apprentissage et de partage d'expériences. Partant des concepts de base de l'économie, tels que les Outils mathématiques, les circuits et grands équilibres macroéconomiques, le professeur Dieng a initié les professionnels des médias à la recherche des données statistiques, à la conception et ou à l'exploitation des tableaux et graphiques sur des éléments clés comme la balance des paiements, la comptabilité nationale, l'épargne, l'investissement, l'inflation le chômage, etc. sans occulter les questions relatives à la monnaie et au financement de l'économie. Rapportés au domaine communautaire, ces concepts ont permis d'analyser à l'aune de la comptabilité nationale, la situation économique et la dette publique des pays de l'UEMOA pour les 5 dernières années, ainsi que la Politique économique et les méthodes de régulation de l'activité économique

dans l'Union. Analysant le processus d'intégration dans son ensemble, le professeur Dieng a présenté les Politiques sectorielles de l'UEMOA ainsi que les enjeux et défis que représentent pour l'Union la mise en œuvre de la ZLECAF et des ODD.

Une Plateforme cré-dible

L'atelier de renforcement des capacités des journalistes sur les enjeux de la conjoncture économique dans l'UEMOA est le fruit d'une collaboration entre la direction de la communication de l'UEMOA et la Plateforme Médias UEMOA dont le coordinateur, Léonard Dossou a témoigné sa gratitude au président de la Commission de l'UEMOA et à la directrice de la communication pour ce partenariat en espérant que les participants traitent mieux désormais les questions liées à l'information

économique. Il a rappelé l'objectif de la plateforme qui est d'accompagner les Organes de l'Union à accroître leur visibilité. Il a tenu à remercier la directrice de la communication, Aminata Mbodj, pour son appui constant depuis la mise en place de cette plateforme. Au nom des membres de la plateforme et de l'ensemble des journalistes présents, il a remercié le Président de la Commission, Abdoulaye Diop, qui a bien voulu offrir cette opportunité aux professionnels des médias de renforcer leurs capacités. Il a invité ses confrères et consœurs à accompagner la Commission de l'UEMOA dans ses différents chantiers. La Plateforme Médias UEMOA est née de la volonté des professionnels des médias traitant des questions économiques et financières de fédérer leurs énergies pour vulgariser l'information relative à ces secteurs, suite à un atelier organisé en 2021 à Ouagadougou par la Commission de l'UEMOA.



Une promesse d'Abdoulaye Diop

Le président de la Commission de l'UEMOA, Abdoulaye Diop est attentif au traitement et à la diffusion de l'information économique au sein de l'espace communautaire. La tenue de l'atelier de Saly est une promesse tenue par Abdoulaye Diop qui, malgré un agenda très chargé, suivait de très près le déroulement des différentes sessions. Un geste que les professionnels des médias

n'ont pas manqué de reconnaître et saluent à juste titre ce nouveau dynamisme pour mieux informer les populations sur les activités de la Commission de l'UEMOA et des organes sous tutelle. Car, le président de la Commission de l'UEMOA a bien compris les besoins des médias pour mieux exercer leur profession et, la Commission ne manquera pas de jouer sa partition. Merci président Abdoulaye Diop

Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Source : FMI : World economic outlook : dernières données disponibles : (e) estimation

Le Togo en chiffres

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	8,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	991,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

Le Togo en chiffres

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dette publique (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dette extérieure publique (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

1ère édition du Maritimafrika week

L'économie bleue au service du développement

La première édition du forum Maritimafrika Week-Togo se tient à Lomé du 26 au 28 septembre 2023. Cet événement qui regroupe les acteurs de l'économie maritime a été officiellement lancé le mardi 26 septembre par le ministre chargé de l'économie maritime, de la pêche et de la protection côtière, Kokou Edem Tengue.

● *Hélène Martelot*

Le forum Maritimafrika-Togo 2023 est axé sur le thème « Mettre l'économie bleue au service du développement de l'Afrique ». Pour Pascaline Odoubourou, la fondatrice de ce forum, le thème revêt une signification particulière et met en lumière l'importance capitale de l'économie bleue pour l'essor économique de leur continent. « Dans ce contexte, le Togo se tient debout en tant qu'hôte de cette rencontre exceptionnelle, montrant ainsi son engagement envers la promotion d'une économie bleue durable et prospère au service du développement économique et social de l'Afrique, a-t-elle précisé. A l'en croire, le choix du Togo pour accueillir cette première édition du Forum n'a pas été anodin. « Le Togo est un pays qui a fait beaucoup d'efforts dans le domaine de l'économie bleue, tant sur le plan de la pêche, du secteur portuaire, de l'aquaculture. En choisissant le Togo, nous honorons non seulement son engagement envers le développement d'une économie bleue durable et prospère mais également ses avancées



dans le secteur », a confié Mme Odoubourou. Selon le directeur général du port autonome de Lomé, Contre-Amiral Fogan Adegnon, il ressort des études que pour les trois quarts du continent africain, l'économie bleue pourrait constituer un puissant moteur de croissance. « Au rang de ces industries nouvelles, se retrouvent les activités liées à la pêche, aux énergies éoliennes, aux ressources naturelles offshore, au dessalement et au transport maritime ». « Les eaux douces et les poissons marins contribuent à la sécurité alimentaire de plus de 200 millions de personnes en Afrique et procurent un revenu à plus de 10 millions de personnes. La longueur totale du littoral africain est d'environ 26 000 km, ce qui rend le

domaine maritime africain extrêmement important pour des enjeux commerciaux, environnementaux, sécuritaires et stratégiques. Il y a plus de 100 ports en Afrique, dont 52 prennent en charge des conteneurs et le commerce transnational. On estime que l'économie maritime du continent représente environ 90% de son commerce total », a souligné le Contre-Amiral Adegnon. Selon lui, au regard de tous les enjeux, il est urgent de mener des discussions approfondies sur la gestion des océans africains si l'on veut tirer parti de la dynamique d'une économie bleue pour booster les économies nationales. « C'est à l'aune de cette dynamique que le gouvernement togolais, inscrit le développement de l'économie bleue au rang des priorités nationales », a-t-il ajouté. « La rencontre de ce jour s'inscrit dans les annales du long chemin de notre pays vers le développement de l'économie bleue. La combinaison de conférences techniques, d'expositions, de démonstrations et d'événements de réseautage permet surtout de partager les meilleures pratiques et les idées afin d'améliorer la qualité, l'efficacité et la rentabilité sur le marché mondial », a affirmé le directeur général du port autonome de Lomé. Il est à noter que ce forum regroupe des participants venus de divers pays notamment, le Bénin, le Cameroun, la Côte-d'Ivoire, le Sénégal et l'Union européenne.



USAID

Plus de 152 milliards FCFA pour les pays de l'Afrique

Les Etats-Unis d'Amérique vont débloquer plus de 152 milliards FCFA d'aide humanitaire pour plusieurs pays d'Afrique dont le Togo. C'est ce qu'a annoncé l'agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID), mardi 19 septembre 2023.



● *Hélène Martelot*

Outre le Togo, il y a également le Burkina Faso, le Cameroun, la République centrafricaine, le Tchad, la Djibouti, le Mozambique, le Niger, le Nigéria, le Zimbabwe et le Sahel central qui sont concernés par ce don. Cette enveloppe constitue une assistance humanitaire d'urgence et vise à aider les populations de l'Afrique à faire face aux conséquences des crises humanitaires prolongées et des catastrophes na-

turelles, selon l'USAID. Ils ajoutent que ces ressources vont être destinées à soutenir des partenaires humanitaires, notamment en matière de fourniture d'aide alimentaire, de soins de santé d'urgence, de l'eau potable et des installations sanitaires sécurisées, ainsi que la protection des populations vulnérables, à savoir les enfants, les survivants de violence sexiste et les personnes en situation de handicap. Les États-Unis entretiennent des relations amicales avec le Togo depuis

son indépendance en 1960. Aujourd'hui, le gouvernement américain collabore étroitement avec le gouvernement togolais, le secteur privé et les organisations de la société civile au Togo pour favoriser un développement durable et croissance économique, renforcer la coopération en matière de sécurité, promouvoir la bonne gouvernance des institutions démocratiques saines et élargir les soins de santé, l'éducation et les opportunités à tous les segments de la population.

Secteur des transports

Les acteurs disposent de 2 ans pour s'accorder avec les nouvelles réglementations

Au Togo, les acteurs du secteur des transports bénéficient d'un moratoire de deux ans pour se mettre en accord avec la mesure relative au renouvellement du parc automobile et pour leur professionnalisation. C'est l'une des informations rendues publiques par le ministre en charge des transports, à la suite d'une rencontre avec les acteurs du secteur le jeudi 21 septembre dernier.

L'atelier d'échange sur la professionnalisation de leur métier et la sécurité routière a réuni cinq cent acteurs du sous-secteur des transports routiers. Son objectif est de vulgariser cette loi tout en présentant le cadre réglementaire du transport et du transit routier au Togo. Il s'agit aussi de porter à la connaissance de ces acteurs, les nouvelles dispositions prévues par cette loi, de les outiller pour leur professionnalisation et de relever la situation d'insécurité routière au Togo. La cérémonie d'ouverture de la réunion s'est tenue en présence de plusieurs autres officiels, notamment de Calixte Batossie Madjoulba, ministre de la Sécurité et de la Protection civile, et Mme Zourehatu Kassah-Traoré, ministre



des travaux publics. « Plusieurs défis restent à relever, notamment le vieillissement du parc automobile, l'insécurité routière et le non-respect de la réglementation. Pour y remédier, le gouvernement a pris plusieurs dispositions, dont la professionnalisation des conducteurs routiers et l'adoption de la nouvelle loi sur les transports N°2022-023 du 27 décembre 2022, portant orientation des trans-

ports et ses textes d'application. », a indiqué le ministère. Selon les statistiques des associations professionnelles ou syndicales de transports, le Togo compte près de 100 000 acteurs de premier plan, dans le sous-secteur des transports routiers, qui pourraient être concernés par les efforts de professionnalisation et formation.

Avec Togo First

Source : FMI ; World economic outlook ; dernières données disponibles ; (e) estimation

Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

Le Togo en chiffres

Principaux pays partenaires du Togo

Principaux clients (% des exportations)	2020	Principaux fournisseurs (% des importations)	2020
Burkina Faso	13,8	Chine	20,3
Mali	13,0	France	8,6
Bénin	10,0	Inde	7,5
Niger	8,5	Ghana	5,6
Ghana	8,1	Japon	4,3
Inde	7,5	Nigéria	3,6
Côte d'Ivoire	6,4	Allemagne	3,5

Indicateurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Commerce extérieur (en % du PIB)	66,9	58,1	56,7	54,4	52,9
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-965	-644	-782	-757	n/a
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-822	-502	-626	596	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	1,0	-11,4	5,3	1,4	0,8
Exportations de biens et services (croissance annuelle en %)	6,7	-0,7	2,0	2,1	-4,7
Importations de biens et services (en % du PIB)	40,0	32,9	32,7	31,3	31,1

Profil commercial

Valeurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Importations de biens (millions USD)	2.382	1.874	2.116	2.091	2.166
Exportations de biens (millions USD)	1.290	1.016	1.080	1.055	1.008
Importations de services (millions USD)	397	427	464	447	407
Exportations de services (millions USD)	530	531	589	576	451

Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

Solde courant externe (en % du PIB)	-3,3 %	-5,9 %	-1,1 %	-1,7 %	FMI
Réserves de change zone UEMOA (en équivalent mois d'importations de biens et services)	5,8	5,3	4,5	4,5	FMI

**AMF-UMOA**AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS DE
L'UNION MONÉTAIRE OUEST AFRICAINE**DECISION N° AMF-UMOA / 2023 / 355.****PORTANT RETRAIT DE L'AGREMENT ACCORDE AU FCP ACTIONS GARANTI
ECOBANK EN QUALITE D'ORGANISME DE PLACEMENT COLLECTIF EN
VALEURS MOBILIERES SUR LE MARCHÉ FINANCIER REGIONAL DE L'UMOA***L'Autorité des Marchés Financiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine,*

- Vu* le Traité révisé de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) du 12 juillet 2019, entré en vigueur le 1^{er} octobre 2022, modifiant la dénomination du Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF) en Autorité des Marchés Financiers de l'UMOA (AMF-UMOA) ;
- Vu* l'Annexe à la Convention du 03 juillet 1996 portant composition, organisation, fonctionnement et attributions du Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers ;
- Vu* le Règlement Général du 28 novembre 1997 relatif à l'Organisation, au Fonctionnement et au Contrôle du Marché Financier Régional de l'UMOA ;
- Vu* la Décision n° CM/08/09/2021 du 23 septembre 2021 portant modification des articles 72, 82 et 83 du Règlement Général relatif à l'Organisation, au Fonctionnement et au Contrôle du marché financier régional de l'UMOA ;
- Vu* la Décision n° 004 du 29/04/2021/CM/UMOA du Conseil des Ministres de l'UMOA portant nomination du Président du Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers ;
- Vu* la Décision n° CREPMF/PCR/2018/01 du 13 juin 2018 portant modification de la décision R-77/P-CREPMF/39-2002 portant délégation de pouvoirs du Conseil Régional au Comité Exécutif et au Président du Conseil ;
- Vu* l'Instruction n°32/2005 du 14 septembre 2005, relative à la procédure de retrait d'agrément des intervenants commerciaux agréés par le Conseil Régional de l'Épargne publique et des Marchés Financiers de l'UMOA ;
- Vu* l'Instruction n°66/CREPMF/2021 du 16 décembre 2021 relative aux Organismes de Placement Collectif et à leurs Sociétés de Gestion sur le marché financier régional de l'UMOA ;
- Vu* la Décision n°2015-062 du 12 novembre 2015 portant agrément du FCP ACTIONS GARANTI ECOBANK en qualité d'Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières sur le marché financier régional de l'UMOA ;
- Vu* la demande de retrait d'agrément du FCP ACTIONS GARANTI ECOBANK présentée par la SGO EDC ASSET MANAGEMENT, en date du 21 juillet 2023 ;
- Vu* les délibérations de l'AMF-UMOA lors de la 64^{ème} session extraordinaire des Membres du Collège de l'AMF-UMOA, tenue le 13 septembre 2023, en mode hybride ;

DECIDEArticle 1^{er}

L'agrément n° FCP/2015-03 du 12 novembre 2015, accordé au FCP ACTIONS GARANTI ECOBANK en qualité d'Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières (OPCVM) sur le marché financier régional de l'UMOA, est retiré au motif de la liquidation du FCP, en raison de l'arrivée à terme de sa garantie.

Article 2

Cette Décision, qui prend effet à compter de la date de sa signature, abroge la Décision n°2015-062 du 12 novembre 2015, portant agrément du FCP ACTIONS GARANTI ECOBANK en qualité d'Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières.

Article 3

La présente Décision fera l'objet de publication au Bulletin Officiel de la Cote et partout où besoin sera.

Article 4

La présente Décision prend effet à compter de sa date de signature.

Fait à Abidjan, le **18 SEP 2023**

Pour l'Autorité des Marchés
Financiers de l'UMOA,
Le Président



Baromètre de Confiance Ecofin

Le top 50 toujours mené par Aliko Dangote

La première édition du Baromètre de Confiance de l'Agence Ecofin, réalisée en février dernier, avait permis de distinguer les 50 personnalités africaines « qui inspirent le plus de confiance ». Cette seconde édition permet d'évaluer comment a évolué leur image. 10 noms alternatifs ont été proposés aux sondés. 4 ont fait leur entrée dans ce palmarès et 4 en sont donc sortis.

La surprise vient de l'écrivaine sénégalaise Fatou Diome (+7) qui se hisse dans le trio de tête de ce Baromètre et qui se profile en intellectuelle influente sur le continent, tout comme le journaliste Alain Foka. En Côte d'Ivoire, dans la perspective de l'élection présidentielle de 2025, Tidjane Thiam monte en puissance, après son interview accordée à la télévision NCI. Laurent Gbagbo qui envisage un retour dans l'arène politique enregistre également une belle progression. Au Sénégal, Ousmane Sonko conforte sa position en dépit de ses ennuis judiciaires pendant qu'Aminata Touré progresse de 8 places et dépasse de justesse Macky Sall. Par contre Youssou N'dour (-19) chute lourdement après avoir pris congé du camp présidentiel. Dans la famille pro-russe, Assimi Goïta, même s'il perd une place, reste dans le peloton de tête où il pourrait bien



être rejoint par Nathalie Yamb (+4) qui se hisse cette fois dans le top 10. Les plus belles progressions sont enregistrées par George Weah (+18) en campagne électorale, Rebecca Enonchong (+15) et Ngozi Okonjo-Iweala (+14). Parmi les chutes les plus importantes, outre Youssou N'dour, on note Walid Regragui (-14) qui voit l'effet Coupe du Monde s'estomper. Parmi les nouvelles entrées Stanislas Zézé effectue une jolie percée en se hissant directement à la 26e place. Le choix de Mohamed Bazoum semble indiquer

que le putsch intervenu au Niger reste controversé. Et le président kenyan William Ruto encaisse sans doute les dividendes de son vif débat avec Emmanuel Macron. Enfin, on note les sorties de Akon dont les promesses tardent à se concrétiser, de l'influenceuse Edith Brou devenue plus commerciale, ou d'Achille Mbembe qui paie probablement sa tentative de modération du sentiment anti-français.

Avec Agence Ecofin

Ghana

L'agritech Complete Farmer lève 10,4 millions \$

En activité depuis 2017, Complete Farmer qui fournit des intrants, et opportunités de marchés aux agriculteurs ghanéens prévoit d'améliorer son infrastructure et accéder à de nouveaux marchés africains, grâce à des fonds en capitaux propres et en dettes mobilisés auprès de 8 investisseurs régionaux et internationaux.

La start-up agricole ghanéenne Complete Farmer a annoncé, ce mercredi 20 septembre, la levée en dettes et en capitaux propres, d'un financement de pré-série A de 10,4 millions \$. Les fonds mobilisés auprès d'un consortium d'investisseurs permettront d'amplifier l'impact et la portée de Complete Farmer. Ils seront utilisés pour financer les plans d'expansion de l'agritech, faciliter l'expansion de ses opérations et améliorer davantage son infrastructure technologique. L'entreprise qui met en relation des agriculteurs avec des acheteurs de matières premières agricoles, à travers le monde, investira dans le développement et l'amélioration de sa plateforme numérique, la poursuite de recherches sur les protocoles agricoles et sur d'autres innovations afin d'améliorer son efficacité, tout en aidant les agriculteurs à optimiser leurs pratiques et augmenter leurs rendements. « Complete Farmer vise à étendre ses opérations au niveau national et à pénétrer de nouveaux pays africains.



Cela permettra à l'entreprise d'atteindre davantage d'agriculteurs [...] de forger des partenariats stratégiques avec des acteurs clés des secteurs de l'agriculture et de la technologie et de constituer une formidable équipe pour la prochaine phase de croissance prévue par l'entreprise », a indiqué l'investisseur Alitheia Capital qui a codirigé, avec Acumen Resilient Agriculture Fund (ARAF), la levée de fonds en capitaux propres de Complete Farmer. Les pays africains ciblés dans le cadre de l'expansion de l'agritech ghanéenne ne sont pas encore connus. La start-up qui propose aux agriculteurs des intrants, une expertise technique et des opportunités de marchés affirme avoir rassemblé plus de 12 000 agriculteurs ghanéens sur sa pla-

teforme depuis sa création en 2017. Leurs productions ont été acheminées en Asie, en Europe et dans le reste du monde. En Afrique subsaharienne, le secteur agricole est le principal contributeur au PIB de la région, selon un rapport publié en octobre 2022 par l'Organisation panafricaine des agriculteurs (Pafo). Et pourtant, dans cette partie du continent, le déficit de financement des PME agricole atteignait environ 100 milliards \$, par an, selon des données publiées en 2021 par Complete Farm. Au Ghana, le secteur agricole représente 22 % du PIB et 29,7 % des emplois. Il est dominé par de petites exploitations faiblement productives et peu mécanisées.

Avec Agence Ecofin

Afrique

Google va lancer un centre sur l'agriculture intelligente face au climat

La mise en œuvre de l'Agenda 2030 n'est pas la seule affaire des défenseurs de l'environnement et des politiques. C'est en tout cas le message envoyé par les multinationales technologiques présentes à l'Assemblée générale des Nations unies qui se poursuit à New York aux États-Unis d'Amérique. Parmi elles, la firme américaine Google qui annonce le lancement prochain d'un centre de recherche sur l'agriculture intelligente face au climat (AIC) destiné à renforcer la sécurité alimentaire en Afrique.

Le géant américain des technologies Google n'est pas insensible à la problématique universelle de l'insécurité alimentaire qui constitue le défi essentiel du 2e objectif de développement durable (ODD2) des Nations unies. Ainsi, le géant américain des technologies envisage la création d'un centre de recherche sur l'agriculture intelligente face au climat (AIC). La plateforme baptisée AI Center aura pour mission principale de « résoudre les pénuries alimentaires en Afrique » alors que la productivité et les rendements agricoles sont en baisse en raison des sécheresses prolongées, entre autres. L'initiative bénéficiera dans un premier temps à l'Afrique de l'Est et australe, notamment le Kenya et l'Afrique du Sud qui sont les deux pays pilotes choisis par Google. La mul-



tinationale prévoit également d'y financer 15 innovations à hauteur de 25 millions de dollars. Ils devront porter par exemple sur la conception et le déploiement des capteurs pour optimiser l'irrigation, des solutions numériques permettant la vulgarisation des données météorologiques auprès des agriculteurs ou encore des applications mobiles pour stimuler l'écoulement de leurs récoltes. Le nouveau centre de recherche de Google répond positivement aux attentes du Programme alimentaire mondial (PAM) qui alerte régulièrement les

entreprises privées autant que les dirigeants politiques sur la nécessité d'investir dans la protection des sols et la modernisation des pratiques agricoles susceptibles de renforcer la sécurité alimentaire dans le monde. C'est dans ce cadre que l'agence onusienne bénéficie de l'expertise technique de l'entreprise californienne qui l'assiste dans le développement de l'outil Skai, une imagerie satellite pour l'évaluation des catastrophes naturelles.

Avec Afrik21

Pratiques frauduleuses

La BAD exclut, pour quinze mois, la société Joycot General Contractors

Le Groupe de la Banque africaine de développement a annoncé, le 25 septembre 2023 à Abidjan, avoir exclu de ses appels d'offres la société Joycot General Contractors Limited pour une durée de quinze mois, à compter du 8 septembre 2023, pour pratiques frauduleuses.



• Wilson Lawson

Une enquête menée par le Bureau de l'intégrité et de la lutte contre la corruption du Groupe de la Banque (PIAC) a établi que Joycot General Contractors Limited, une société à responsabilité limitée enregistrée au Kenya, s'était livrée à des pratiques frauduleuses lors d'un appel d'offres pour la construction de réseaux d'égouts de distribution à Kahawa West, Kahawa Sukari, dans le cadre du projet d'amélioration des égouts Phase II, au Kenya. Le Programme de réhabilitation et de restauration du bassin des fleuves de Nai-

robi visait à améliorer l'accès, la qualité, la disponibilité et la durabilité des services d'assainissement dans la capitale du Kenya, Nairobi. Durant la période d'exclusion, la société Joycot General Contractors Limited et ses filiales seront interdites de participer à des appels d'offres pour des projets financés par le Groupe de la Banque africaine de développement. À l'expiration de la période d'exclusion, Joycot General Contractors Limited ne pourra à nouveau être éligible à participer à des appels d'offres pour des projets financés par le Groupe de la Banque qu'après avoir mis en œuvre un programme de conformité à l'intégrité en accord avec les directives de la Banque. Le Bureau de l'in-

tégrité et de la lutte contre la corruption du Groupe de la Banque africaine de développement (PIAC) est chargé de la prévention, de la dissuasion et des enquêtes sur la corruption, la fraude et autres pratiques passibles de sanctions dans les opérations financées par le Groupe de la Banque. Le personnel de la Banque africaine de développement et le grand public peuvent dénoncer les pratiques passibles de sanctions au sein de la Banque ou dans les opérations financées par le Groupe de la Banque, en utilisant les numéros sécurisés du Bureau de l'intégrité et de la lutte contre la corruption.

BRVM

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

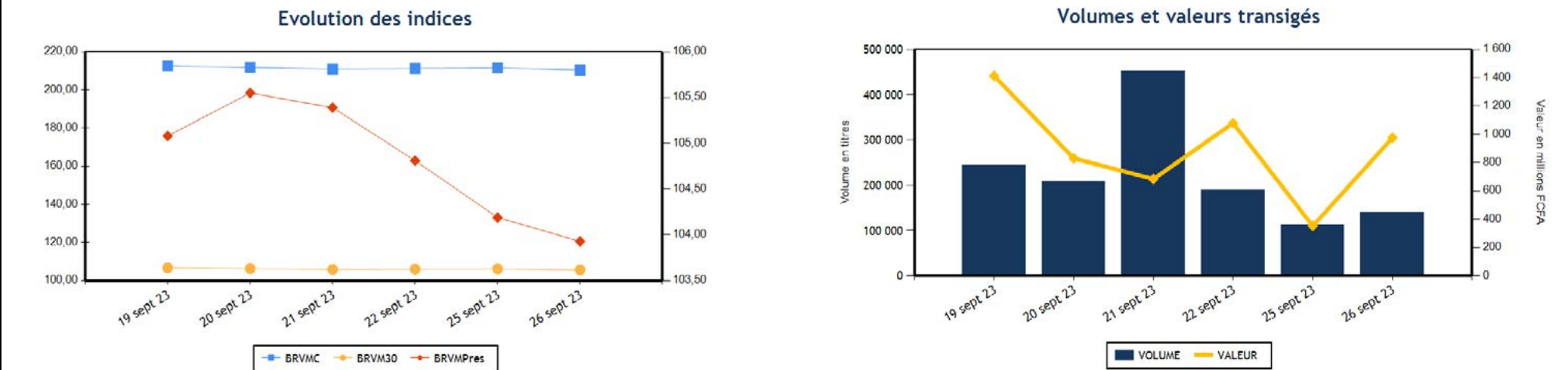
Afrique de l'Ouest

BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

mardi 26 septembre 2023

N° 183

BRVM COMPOSITE 210,39 Variation Jour -0,52 % Variation annuelle 3,53 %	BRVM 30 105,64 Variation Jour -0,53 % Variation annuelle 5,64 %	BRVM PRESTIGE 103,93 Variation Jour -0,25 % Variation annuelle 3,93 %
--	---	---



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 826 938 196 008	-0,53 %
Volume échangé (Actions & Droits)	77 113	-31,80 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	362 957 644	3,10 %
Nombre de titres transigés	43	0,00 %
Nombre de titres en hausse	10	-16,67 %
Nombre de titres en baisse	17	13,33 %
Nombre de titres inchangés	16	0,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NESTLE CI (NTLC)	9 180	7,06 %	11,34 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	2 840	5,58 %	-27,64 %
SETAO CI (STAC)	1 145	5,05 %	20,53 %
SAPH CI (SPHC)	2 900	3,39 %	-41,94 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	4 880	2,09 %	-15,64 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	103,93	-0,25 %	3,93 %	38 306	234 672 359	6,46
BRVM-PRINCIPAL	36	102,24	-0,63 %	2,24 %	38 807	128 285 285	13,38

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	106,25	1,79 %	1,95 %	9 413	16 360 430	31,69
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	502,11	-1,13 %	2,64 %	22 575	201 645 860	8,67
BRVM - FINANCES	15	84,88	0,15 %	12,41 %	23 626	88 539 689	6,61
BRVM - TRANSPORT	2	359,60	1,34 %	5,24 %	675	994 875	7,97
BRVM - AGRICULTURE	5	185,34	-3,69 %	-34,64 %	10 314	44 279 375	9,32
BRVM - DISTRIBUTION	7	357,22	-1,64 %	-0,37 %	10 364	10 974 095	12,56
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 412,79	5,05 %	20,53 %	146	163 320	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	10,28
Taux de rendement moyen du marché	8,05
Taux de rentabilité moyen du marché	8,80
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	127
Volume moyen annuel par séance	485 244,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 066 839 386,71

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 139 097 427 176	-0,12 %
Volume échangé	63 572	276 300,00 %
Valeur transigée (FCFA)	612 588 800	268 933,29 %
Nombre de titres transigés	2	100,00 %
Nombre de titres en hausse	0	
Nombre de titres en baisse	1	
Nombre de titres inchangés	1	0,00 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	505	-7,34 %	-25,19 %
SOGB CI (SOGC)	3 480	-7,20 %	-38,62 %
TOTAL CI (TTLC)	2 010	-6,29 %	6,07 %
CROWN SIEM CI (SEMC)	660	-5,04 %	-2,94 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 120	-4,27 %	-30,00 %

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	2,51
Ratio moyen de satisfaction	6,67
Ratio moyen de tendance	265,21
Ratio moyen de couverture	37,71
Taux de rotation moyen du marché	0,01
Prime de risque du marché	3,83
Nombre de SGI participantes	28

Définitions

Volume moyen annuel par séance
Valeur moyenne annuelle par séance
Ratio moyen de liquidité
Ratio moyen de satisfaction
Ratio moyen de tendance
Ratio moyen de couverture

Volume annuel échangé / nombre de séances
Valeur annuelle échangée / nombre de séances
Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation
PER moyen du marché
Taux de rendement moyen
Taux de rentabilité moyen
Prime de risque du marché

moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)
moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
(1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'État

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
Fax : +225 20 32 66 84
E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA

Transport maritime

Décarboner coûtera des centaines de milliards de dollars

Des centaines de milliards de dollars seront nécessaires, d'ici à 2050, pour décarboner le transport maritime, un rouage incontournable du commerce mondial.

Il faudra des centaines de milliards de dollars d'ici à 2050 pour décarboner le transport maritime, un rouage incontournable du commerce mondial mais qui produit 3% des émissions mondiales de gaz à effet de serre, alerte l'ONU. Le transport maritime et ses gigantesques navires représente plus de 80% du volume des échanges mondiaux et ses émissions de gaz à effet de serre ont bondi de 20% en l'espace d'une décennie, sous l'impulsion de la mondialisation de l'économie et de la délocalisation des chaînes de production, souligne la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) dans son rapport annuel sur le transport maritime. Le document se concentre sur les moyens équitables de réduire drastiquement le bilan carbone de ce secteur.

Équilibre

S'il est urgent de décarboner tout en assurant la croissance économique, «il est essentiel de trouver un équilibre entre la durabilité environnementale, la conformité réglementaire et les exigences économiques pour assurer au transport maritime un avenir prospère, équitable et résilient», souligne la Secrétaire générale de la CNUCED, Rebeca Grynspan. La facture sera colossale. La CNUCED estime qu'il faudra 8 à 28 milliards de dollars chaque année pour décarboner les navires d'ici à 2050, et des investissements encore plus



importants, allant de 28 à 90 milliards de dollars par an, seront nécessaires pour développer des infrastructures permettant d'utiliser des carburants 100% neutres en carbone d'ici à 2050. Et qui plus est, la décarbonation complète pourrait augmenter les dépenses annuelles en carburant de 70% à 100%. Des coûts qui affecteront de manière disproportionnée les petits États insulaires en développement (PEID) et les pays les moins avancés (PMA) qui dépendent fortement du transport maritime, souligne la CNUCED. Elle préconise de mettre en place un système universel qui éviterait «une décarbonation à deux vitesses».

Carburants alternatifs

La CNUCED estime que des taxes ou des contributions «payées en rapport avec les émissions des navires, peuvent encourager à agir, à promouvoir la compétitivité des carburants alternatifs et réduire l'écart de coûts avec les carburants lourds conventionnels», explique Shamika N. Sirimanne, directrice de la technologie et de la logistique. «Ces fonds pourraient également faciliter les inves-

tissements dans les ports des PEID et des PMA, en mettant l'accent sur l'adaptation au changement climatique, les réformes du commerce et des transports, ainsi que sur la connectivité numérique», a-t-elle ajouté. Pour l'heure, 99% de la flotte mondiale dépend encore des carburants conventionnels. Le rapport note que 21% des navires en commande sont conçus pour les carburants alternatifs.

Vieillessement

La flotte mondiale vieillit: au début de 2023, les navires commerciaux avaient en moyenne 22,2 ans, soit deux ans de plus qu'il y a dix ans et plus de la moitié de la flotte mondiale a plus de quinze ans, selon les statistiques compilées par la CNUCED. Mais «les armateurs sont confrontés au défi du renouvellement de la flotte tout en manquant de clarté sur les carburants alternatifs, les technologies écologiques et les régimes réglementaires nécessaires pour guider les armateurs et les ports». Quant aux terminaux portuaires, ils ont les mêmes problèmes pour planifier leurs investissements.

(AFP)

Dubaï

Un chef-d'œuvre de Picasso en tournée mondiale avant des enchères

Le tableau «Femme à la montre», qui a été exposé lundi à Dubaï, pourrait se vendre 120 millions de dollars lors d'enchères, début novembre, à New York.

L'un des chefs-d'œuvre de Pablo Picasso, «Femme à la montre», peint en 1932, a été exposé lundi à Dubaï, au début d'une tournée qui le mènera aussi à Hong Kong, puis à New York, où il sera mis aux enchères en novembre. La prestigieuse maison de vente aux enchères Sotheby's avait indiqué, mi-septembre, que le tableau, représentant l'une des compagnes et muses de l'artiste espagnol, la peintre française Marie-Thérèse Walter, pourrait se vendre 120 millions de dollars aux enchères les 8 et 9 novembre. «Le public aura le privilège d'apprécier ce chef-d'œuvre avant sa tournée mondiale», a

déclaré à l'occasion, dans un communiqué, cheikh Salem ben Khaled Al-Qassimi, le ministre de la Culture des Émirats arabes unis, l'État du Golfe dont Dubaï fait partie. L'œuvre est visible dans la salle d'exposition de Sotheby's, propriété du magnat français, marocain et israélien Patrick Drahi, au Dubai International Financial Centre (DIFC), quartier financier de l'émirat. «Par le passé, nous avons vu des offres provenant littéralement de tous les continents, de toutes les grandes villes», a-t-il déclaré à l'AFP, lors de la cérémonie d'inauguration à Dubaï. «Entre 2021

et 2022, nous avons constaté une augmentation de plus de 100% du nombre d'enchérisseurs et d'acheteurs du Moyen-Orient», a-t-il précisé. «Femme à la montre» appartient à la riche New-Yorkaise Emily Fisher Landau, disparue cette année à 102 ans. Elle possède aussi une collection d'œuvres de Jasper Johns, Willem de Kooning, Mark Rothko ou encore Andy Warhol qui sera proposée aux enchères, les 8 et 9 novembre, pour la saison d'automne des ventes d'art dans la capitale culturelle et financière des États-Unis.

(AFP)

Hollywood

Les scénaristes peuvent reprendre le travail

Après cinq mois de grève, l'accord salarial conclu avec les studios a été approuvé mardi soir par le conseil d'administration du syndicat des scénaristes. Les acteurs, eux, restent en grève.

Les dirigeants de la Writers Guild of America (WGA), le puissant syndicat des scénaristes, ont approuvé mardi soir le récent accord salarial conclu avec les studios et acté le retour au travail de leurs membres dès mercredi, après une grève qui a duré presque cinq mois et paralysé Hollywood. Le conseil d'administration du syndicat «a voté unanimement pour recommander l'accord» salarial, a-t-il fait savoir sur X, anciennement Twitter. «La grève prend fin à 00 h 01», heure de Los Angeles, ce mercredi. Concrètement, l'accord peut théoriquement encore être rejeté par les 11'500 scénaristes représentés par la WGA aux États-Unis: il doit faire l'objet d'un vote, qui aura lieu «entre le 2 et le 9 octobre», a annoncé le syndicat. Mais la plupart des spécialistes de l'industrie pensent que la ratification de cet accord, qui inclut des «gains significatifs» en matière de rémunérations ainsi que des protections pour encadrer l'usage de l'intelligence artificielle, devrait être une formalité. En attendant que le processus soit complété, les plumes de l'industrie vont donc pouvoir reprendre le travail dès mercredi. De nombreuses séries et films américains bloqués aux premiers stades d'écriture vont ainsi pouvoir être remis en chantier. Les talk-shows de fin de soirée, animés par des présentateurs qui ont besoin de scripts, devraient aussi revenir à l'antenne dans le courant du mois prochain.

Acteurs toujours en grève



Mais même après l'ultime ratification des scénaristes, Hollywood sera encore loin d'un retour à la normale. Car les acteurs, représentés par le syndicat SAG-AFTRA, sont eux toujours en grève. Une résolution de ce conflit social, qui dure depuis la mi-juillet, pourrait prendre encore des semaines. Car certaines des revendications du SAG-AFTRA vont plus loin que celles de la WGA. Les négociations s'annoncent donc ardues. D'autant que les studios savent que ce qu'ils lâchent aux acteurs servira de mètre étalon pour les professions techniques de l'industrie, dont les conventions collectives doivent être renouvelées l'année prochaine. Même après le retour des comédiens au travail, il faudra sûrement encore des mois pour réellement remettre tout le monde sur les plateaux et rattraper les retards accumulés par une myriade de productions hollywoodiennes.

Contenu de l'accord révélé

La WGA a également publié mardi soir le détail de l'accord passé avec les studios, dont le contenu exact n'avait

pas filtré depuis sa conclusion dimanche. Le compromis montre que les studios ont cédé à la plupart des revendications portées par le syndicat et semble dessiner une victoire des scénaristes. Il inclut notamment une prime lorsqu'une série ou un film rencontre un certain succès sur une plateforme de streaming, c'est-à-dire lorsque «20% ou plus des abonnés nationaux du service» visionnent la production «dans les 90 premiers jours de sa sortie». En matière d'intelligence artificielle, les scénaristes ont également obtenu des garanties pour ne pas se faire remplacer par des robots. L'accord leur permet de retravailler des scripts initialement générés par une IA, tout en étant considéré comme l'unique auteur de ce travail, et donc sans être moins rémunéré. Une clause prévoit également que «l'exploitation du matériel des scénaristes pour former l'IA est interdite». Autrement dit, des robots ne pourront pas être nourris par des scripts de créateurs syndiqués pour améliorer leurs capacités narratives. Un point sur lequel les studios étaient longtemps restés silencieux.

(AFP)

Commerce en ligne

Les États-Unis poursuivent Amazon pour «monopole illégal»

L'autorité américaine de la concurrence accuse le géant de «stratégie déloyale» pour garder la main sur le commerce en ligne. Ce qui lui permettrait d'empêcher les concurrents de se développer.

L'Autorité américaine de la concurrence, la FTC, et 17 États ont porté plainte, mardi, contre Amazon, qu'ils accusent de «stratégies anticoncurrentielles et déloyales pour maintenir illégalement son monopole» sur le commerce en ligne. La FTC, aussi chargée de la protection des consommateurs, a déjà plusieurs enquêtes et plaintes en cours contre la plateforme sur différents sujets, de la confidentialité des données à ses pratiques commerciales. «Ce n'est pas la taille d'Amazon qui est en cause», précise l'institution, mais les «méthodes illégales qui



visent à exclure les concurrents, à les empêcher de se développer et à d'autres solutions d'émerger». Selon la FTC, Amazon dissuade notamment les vendeurs de proposer des prix inférieurs aux siens sur les produits où le groupe de Seattle est en concurrence avec les détaillants.

Pris en otage avec un abonnement

L'autorité reproche aussi au géant américain de

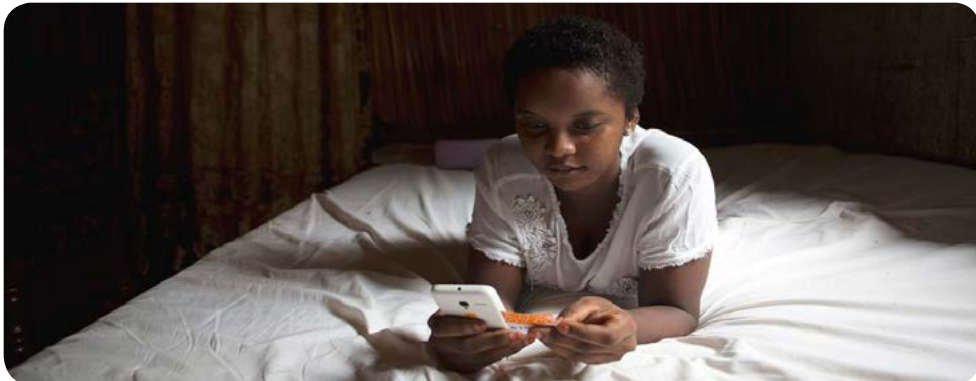
conditionner l'éligibilité des commerçants à Prime (abonnement qui permet aux consommateurs de se faire livrer rapidement) à l'utilisation des services de logistique «coûteux» d'Amazon. «Amazon exploite le pouvoir qu'elle tire de son monopole pour s'enrichir, tout en dégradant le service pour des dizaines de millions de familles américaines qui font leurs achats sur sa plateforme et des centaines de milliers d'entreprises qui dépendent d'Amazon» pour commercialiser leurs produits, assène la présidente de la FTC, Lina Khan.

(AFP)

Droits de l'Homme

Un enfant sur trois victimes de cyberintimidation dans le monde

Sur les réseaux sociaux et même dans la vie réelle, la haine peut se déverser à grande échelle chez certains enfants. Et selon un expert indépendant des Nations Unies, la cyberintimidation reste un phénomène bien réel qui touche environ un enfant sur trois dans le monde.



© UNICEF/Karel Prinsloo, La cyberintimidation peut entraîner de l'anxiété, de la détresse émotionnelle et même le suicide des enfants.

D'après le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme (HCDH), le harcèlement est un problème mondial grave, exacerbé par l'utilisation des nouvelles technologies et de l'environnement numérique. Dans ces conditions, plus de 130 millions d'élèves, dont un sur trois entre 13 et 15 ans, en sont victimes. « La cyberintimidation comprend le [flaming] (insultes et bagarres en ligne avec quelqu'un), le harcèlement (messages répétitifs et offensants envoyés à une cible), l'ex-

clusion (bloquer une personne des listes d'amis), le cyberharcèlement (utiliser la communication électronique pour traquer une autre personne en lui envoyant des messages menaçants à répétition) », a déclaré lors d'un panel du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, Philip Jaffé, membre du Comité des droits de l'enfant des Nations Unies. Le harcèlement peut prendre des formes clairement sexistes, avec la diffusion de photos nues d'une autre personne sans son consentement.

Menaces, chantage

ou intimidation

Les moyens par lesquels la cyberintimidation peut se produire sont tout aussi divers, selon l'expert. Cela peut passer par une messagerie instantanée, les réseaux sociaux ou les jeux en ligne. « Il convient d'ajouter à cela que si les brimades se déroulent dans un monde tangible, très souvent avec des spectateurs et des témoins, les cyberbrimades se produisent le plus souvent à distance et dans l'anonymat », a ajouté Philip Jaffé. De son côté, la cheffe adjointe aux droits de l'homme de l'ONU a décrit les contours de la cyberintimidation, cette

forme d'intimidation dans l'espace numérique. Celle-ci laisse une empreinte numérique en dehors des limites d'un temps ou d'un lieu spécifique, comme l'école ou la maison. « Il peut s'agir d'envoyer des messages offensants dans le but de se moquer ou d'humilier, par courrier électronique, par SMS ou par l'intermédiaire des médias sociaux, parfois à un large public et avec un contenu qui reste accessible pendant longtemps », a affirmé Nada Al-Nashif Haute-Commissaire adjointe des Nations unies aux droits de l'homme. La cyberintimidation peut également atteindre le seuil des menaces, du chantage, de l'intimidation et de l'exploitation, avec parfois des contenus à caractère sexuel. D'une manière générale, la cyberintimidation semble - jusqu'à présent - être un moyen de victimisation supplémentaire pour ceux qui subissent déjà des formes traditionnelles d'intimidation. Or ces brimades dans l'enfance ont de graves conséquences sur l'éduca-

tion, la santé physique et mentale, pendant l'enfance et l'adolescence.

L'impact de la cyberintimidation sur les résultats scolaires

Les enfants victimes de brimades sont plus susceptibles de sécher l'école, ils obtiennent de moins bons résultats aux tests et peuvent souffrir d'anxiété, de peur et de détresse émotionnelle, d'insomnie et de douleurs psychosomatiques. « Certains cas d'intimidation ont provoqué le suicide d'enfants. Des études montrent également des effets profonds qui s'étendent à l'âge adulte, tels qu'une forte prévalence de la dépression et du chômage », a fait valoir Mme Al-Nashif. Ce sentiment a été également défendu par Santa Rose Mary, une défenseure des droits de l'enfant en Ouganda, rappelant qu'un enfant peut ainsi se suicider surtout lorsqu'il a le sentiment de représenter « un déchet dans la communauté ». « Les

enfants ont le sentiment de ne pas être utiles à la communauté. Parce qu'il y a des gens qui les harcèlent sur Internet », a décrit dans un message vidéo la jeune activiste ougandaise de 15 ans. Elle a ainsi demandé au gouvernement ougandais d'appliquer une loi stricte sur les personnes qui pratiquent la cyberintimidation sur les enfants. Elle a également conseillé à toutes les écoles du monde d'inclure la culture numérique dans les programmes scolaires afin d'aider les enfants à mieux comprendre la sécurité en ligne. Quant aux parents, la jeune Ougandaise insister sur l'importance de l'enseignement aux enfants sur les dangers de la cyberintimidation. « J'encourage aussi les enfants à signaler tout cas de cyberintimidation que vous pourriez rencontrer ou dont vous pourriez être témoin, car lorsque vous le faites, vous êtes aidés rapidement et de manière appropriée », a-t-elle conclu.

Avec news.un.org

HOROSCOPE finance

Bélier Vous serez en mesure de réaliser des transactions financières fructueuses. Cette journée sera un moment particulièrement favorable pour procéder à l'achat ou à la vente d'un terrain ou d'une maison de campagne.

Taureau Les influx cosmiques porteront votre acuité mentale à son apogée. Cela vous permettra de flairer et de saisir les nombreuses opportunités financières qui passeront à votre côté. Vous pourriez faire fortune.

Gémeaux Avec les dépenses imprévues que Saturne vous obligera à engager aujourd'hui, de sérieuses difficultés de trésorerie pourront vous rendre la vie plus dure que vous ne l'aviez envisagée, surtout si vous avez laissé traîner quelques dettes. Désormais, il faudra vous montrer plus prévoyant, sachant que "les tuiles qui garantissent de la pluie ont été faites par beau temps" (proverbe chinois).

Cancer Si les affaires vont comme vous le souhaitez, ne changez rien à leur fonctionnement actuel. Dans l'autre cas, recherchez-en les causes et analysez-les soigneusement avant de prendre une quelconque décision.

Lion Dans le domaine financier, les beaux aspects qui vous entourent protégeront votre vie matérielle ou tendront à l'améliorer de manière importante. Vous saurez consolider votre patrimoine, investir dans des valeurs sûres. Cette journée, surtout pour les natifs du deuxième décan, sera parsemée de possibilités d'associations nouvelles, de satisfactions légales, de contrats signés, d'engagements qui vous avantagent.

Vierge Les influences astrales ne semblent pas vous être très bénéfiques dans le domaine financier aujourd'hui. Vous n'aurez pas l'esprit à thésauriser pour le moment. Au contraire, vous aurez tendance à dépenser à tort et à travers. Réfléchissez bien avant de prêter, et abstenez-vous d'emprunter. Si une opportunité touchant l'immobilier s'offre à vous, ne passez pas à côté.

Balance Vous aurez les faveurs dame Chance et, comme par magie, vous parviendrez à trouver les fonds qui vous sauveront du désastre. Ça y est, vous allez croire aux miracles ! Dites plutôt un grand merci à Jupiter.

Scorpion Un petit coup de chance est possible cette fois. C'est en effet Vénus, la planète de l'amour, mais qui est aussi, avec Jupiter et Neptune, l'une des planètes de chance du Zodiaque, qui influencera l'un de vos secteurs d'argent. Vous pourrez avoir une bonne surprise : par exemple, voir quelqu'un vous rembourser une dette que vous aviez oubliée, ou une personne compétente vous accorder une prime imprévue, sur laquelle vous ne comptiez pas.

Sagittaire C'est un fait incontestable : l'argent peut bien rendre notre vie plus confortable à plusieurs égards. Mais c'est à peu près tout ce dont il est capable. Les astres vous conseilleront donc ce jour d'accorder moins d'importance aux gains pécuniaires et de rechercher le contentement et la paix de l'âme. Ils vous diront qu' "en face du vrai bonheur, les richesses valent l'ombre d'une fumée" (Sophocle).

Capricorne Cette journée est celle où tout pourra basculer sur le plan financier, et ceci dans le bon sens ! En effet, Saturne, ce visiteur éminemment positif, va enfin vous aider à améliorer votre situation. Une rentrée d'argent plutôt inattendue sera dans l'air. Si vous avez des placements, surveillez-les de plus près de manière à mieux les rentabiliser.

Verseau Belles perspectives matérielles ! En effet, vous aurez le vent en poupe, et vous pourrez effectuer des transactions très fructueuses. Vous serez notamment en mesure de procéder à l'achat ou à la vente de biens immobiliers dans des conditions particulièrement favorables.

Poisson Si vous n'êtes pas trop gourmand sur le plan financier, tout ira bien. Modérez votre mégalomanie naturelle et vous pourrez maintenir une vitesse de croisière. Risques de problèmes immobiliers, mais le temps travaillera pour vous. En somme, vous n'aurez pas de vrais soucis matériels à vous faire, et vous aurez intérêt à vous laisser porter par la vague planétaire.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLO

Vivien ATAHPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

COMMUNIQUE

Le ministre des armées communique :

Il est porté à la connaissance des jeunes togolais des deux sexes, désireux de faire une carrière du personnel non-officier dans la gendarmerie nationale, qu'il sera procédé à un recrutement de gendarmes.

I- CONDITIONS DE CANDIDATURE

Les candidats doivent satisfaire aux conditions suivantes :

- être de nationalité togolaise,
- être âgé de dix-huit (18) ans au minimum et de vingt-quatre (24) ans au maximum au 31 décembre 2023 ;
- avoir un niveau scolaire compris entre le brevet d'études du premier cycle (BEPC) et la classe de terminale sans être titulaire d'un baccalauréat 2^{ème} partie (BAC2) ;
- avoir au moins une taille de 1,70 m pour les candidats du genre masculin et 1,65 m pour les candidats du genre féminin ;
- être célibataire sans enfant ;
- être apte médicalement.

II- COMPOSITION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

Le dossier de candidature doit comporter les pièces suivantes :

- une (01) demande manuscrite adressée au ministre des armées précisant les deux derniers établissements scolaires fréquentés et le niveau scolaire ;
- une (01) attestation de niveau scolaire ;
- une (01) photocopie légalisée de l'acte de naissance ou de pièce en tenant lieu ;
- une (01) photocopie légalisée du certificat de nationalité togolaise
- une (01) photocopie légalisée de la carte nationale d'identité
- une (01) photocopie légalisée des diplômes scolaires et professionnels obtenus ;
- un (01) casier judiciaire datant de moins de trois (03) mois à la date de dépôt des dossiers
- un (01) certificat médical délivré par un médecin ;
- deux (02) photos d'identité sur fond blanc ;
- une somme de Cinq mille (5 000) francs CFA pour les frais de dépôt des dossiers.

III- DEPOT DE DOSSIER

Les dossiers de candidature sont déposés à compter du **lundi 25 septembre 2023** au **jeudi 05 octobre 2023 à 17 heures** dans les brigades de gendarmerie des préfectures d'origine ou de résidence des candidats où les candidats se présenteront le jour du recrutement, contre une quittance de cinq mille (5 000) francs CFA non remboursable.

Les dossiers incomplets, non conformes aux conditions exigées ou faisant l'objet de multiples dépôts seront rejetés.

La liste définitive des candidats retenus sera affichée dans les brigades de gendarmerie des lieux de dépôt.

IV- CALENDRIER DU RECRUTEMENT

Le calendrier de recrutement est fixé comme suit :

CALENDRIER DU RECRUTEMENT

DATES	CENTRES DE RECRUTEMENT
lundi 16 octobre 2023	- KEVE - ANEHO - NOTSE - BADOU - BLITTA - BAFILO - GANDO
Mardi 17 octobre 2023	- GOLFE (Camp militaire 2 ^{ème} RI d'Adidogomé) - VOGAN - TOHOUN - KOUGNOHOU - SOTOUBOUA - PAGOUDA - MANGO

Mercredi 18 octobre 2023	- GOLFE (Camp militaire 2 ^{ème} RI d'Adidogomé) - AFAGNAN - ANIE - KPELE-AKATA - TCHAMBA - KANTE - TANDJOARE
Jeudi 19 octobre 2023	- GOLFE (Camp militaire 2 ^{ème} RI d'Adidogomé) - TABLIGBO - ELAVAGNON - DANYI - SOKODE - NIAMTOUGOU - MANDOURI

DATES	CENTRES DE RECRUTEMENT
Vendredi 20 octobre 2023	- AGOE-NYIVE (camp des sinistrés à Logopé) - TSEVIE - AMLAME - KPALIME - DJARKPANGA - KARA - NAKI-EST
Samedi 21 octobre 2023	- AGOE-NYIVE (camp des sinistrés à Logopé) - ATAKPAME - AGOU - GUERIN-KOUKA - KARA - CINKASSE
lundi 23 octobre 2023	- AGOE-NYIVE (camp des sinistrés à Logopé) - BASSAR - KARA - DAPAONG

Pour tous renseignements complémentaires, veuillez consulter le site web du ministère des armées au www.defense.gouv.tg

Lomé, le 26 SEPT 2023

SIGNE

Le Ministre.

Droits de l'Homme**Le ROADDH dresse le bilan de ses activités au Togo**

Le projet « Un Réseau sécurisé pour l'Afrique de l'Ouest : Un Réseau Renforcé de Défenseurs des Droits Humains comme Acteurs de Paix et de Gestion des Crises », lancé en octobre 2022, arrive à son terme au Togo. Après 12 mois d'exécution, le Réseau Ouest Africain des Défenseurs des Droits Humains (ROADDH), responsable de la mise en œuvre du projet, dévoile les principales réalisations.

La mise en œuvre de ce projet a entraîné la réalisation de plusieurs activités, dont des ateliers visant à renforcer les capacités des défenseurs des droits humains (DDH) en matière de gestion de la sécurité, de protection, de résolution pacifique des conflits, de communication, et d'élaboration de récits sur les DDH. Nous avons également mené une campagne régionale de plaidoyer contre la diffamation et la criminalisation, visant à contester les discours négatifs et les attaques publiques contre les défenseurs des droits humains. De plus, nous avons mobilisé le public en utilisant les médias sociaux (vidéos, images, photos, témoignages, articles) pour diffuser les activités du projet et informer sur la situation des DDH dans la région », ont indiqué les premiers responsables de cette organisation, dans un communiqué publié, mardi 26 septembre 2023. D'après ce réseau, le projet a également conduit à l'organisation de plusieurs ateliers de concertation en vue de suivre la mise en œuvre des recommandations de l'Examen périodique universel (EPU) du Togo, ceci, en collaboration avec d'autres défenseurs de droits de l'homme (DDH), la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) et les détenteurs d'obligations sur les recom-



mandations en lien avec la violence sexuelle, l'équité et la justice entre les sexes, la lutte contre la corruption, la gouvernance et l'impunité, la promotion des droits humains et les réformes des politiques publiques. Le projet a aussi abouti à l'élaboration d'un document de plaidoyer ainsi que d'autres supports de communication, et à l'organisation d'un déjeuner de plaidoyer avec les autorités togolaises pour la mise en œuvre des recommandations spécifiques du projet. « Les activités menées au Togo ont été rendues possibles grâce au partenariat technique et à l'engagement de la Coalition Togolaise des Défenseurs des Droits Humains (CTDDH), une organisation membre du ROADDH au Togo », rappelle le ROADDH. L'organisation de la société civile profite de l'occasion pour saluer les efforts entrepris par les autorités togolaises dans la mise en œuvre des recommandations de l'EPU. Elle les encourage

à poursuivre les actions déjà engagées et à mettre en œuvre les recommandations qui restent à concrétiser. Le ROADDH invite à continuer leur plaidoyer pour la mise en œuvre des recommandations adressées au Togo par les organes des traités et les procédures spéciales des différents mécanismes des droits de l'homme. Ce projet, dont la mise en œuvre prend fin en octobre 2023, est co-exécuté par Protection International, Protection International Africa, et Partnership for Justice sur le financement de Zivik et Protect Defenders. Il faut noter que le Réseau Ouest Africain des Défenseurs des Droits Humains (ROADDH) est une organisation de la société civile créée en 2005, qui couvre les 15 pays de la CEDEAO ainsi que la Mauritanie. L'organisation travaille activement à l'instauration de l'État de droit en Afrique de l'Ouest, avec son secrétariat basé à Lomé, au Togo.

©AfreenPress

Ligue 1**L'OM officialise l'arrivée de Gennaro Gattuso**

Après une grosse semaine de turbulence, accouchant du départ précipité de Marcelino et de l'intérim de Jacques Abardonado, l'Olympique de Marseille accueille son nouvel entraîneur. Comme nous le révélions dans la nuit de mardi à mercredi, c'est Gennaro Gattuso qui a été choisi par Pablo Longoria.

C'est la conclusion d'un feuilleton démarré en début de semaine dernière. Après le départ surprise de Marcelino à la suite de la réunion avec les représentants d'associations de supporters qui a mal tourné, Pablo Longoria, dont l'avenir a aussi été remis en question avant de reprendre le manche, a dû se trouver un nouvel entraîneur en urgence. L'intérimaire Jacques Abardonado aura tenu deux matchs (un nul contre l'Ajaccio et une large défaite face au PSG). Il cède la place à Gennaro Gattuso. Comme nous vous l'annoncions en exclu-



sivité ces dernières heures, l'Italien débarque dans la cité phocéenne. Il signe un contrat d'une saison, plus

Rentrée scolaire**Le Général Yark Damehame sur le terrain**

Après deux mois de vacances, les établissements scolaires, publics et privés, ont rouvert leurs portes, lundi 25 septembre 2023, sur l'ensemble du territoire national.

Afin de constater l'effectivité de cette reprise, plusieurs ministres du gouvernement Dogbé ont parcouru le pays et sont allés au contact des élèves et du personnel d'encadrement. Ce fut le cas du ministre d'État, ministre de l'Eau et de l'Hydraulique villageoise, Gal Damehame Yark, qui était en tournée dans plusieurs établissements scolaires de la région des Savanes. Accompagné du ministre du Désenclavement et des Pistes Rurales,



Bouraima Kanfitine Tchédé-Issa, et des autorités locales, l'ex-patron de la sécurité nationale et sa délégation ont visité plusieurs écoles primaires, collèges et lycées

de la région. Occasion pour ceux-ci de transmettre le message de soutien du gouvernement aux élèves ainsi qu'au personnel enseignant. Située dans l'extrême nord du pays, la région des Savanes, cible d'incursions de groupes djihadistes depuis novembre 2021, bénéficie d'une attention particulière de la part du gouvernement sur le plan social. D'importants moyens sont mobilisés par l'État togolais pour la réalisation des infrastructures éducatives, sanitaires et socioculturelles dans la zone.

©AfreenPress

**Opportunités !!!**

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.



EXPERTS EN
DEVELOPPEMENT
D'ENTREPRISES

5 & 6 Oct. 2023 | Hôtel 2 Février

